

12 dimanches sans alcool, sans TV, sans électricité?

Les étudiants de Berthoud entendent nous ramener à un «usage plus raisonnable» de la voiture. Mais une interdiction policière est-elle vraiment le bon moyen d'y parvenir? On peut en douter.

Il faut se garder de ceux qui tiennent absolument à faire notre bonheur malgré nous. Car ils ont parfois une fâcheuse tendance, au nom de leur idéal et de leurs propres convictions, à vouloir contraindre plutôt que convaincre...

Il faut en être bien conscient: avec ce genre d'initiatives, on met le doigt dans un engrenage dangereux...

Après les 12 dimanches sans voitures, pourquoi pas 12 dimanches sans alcool, sans tabac, sans radio ni TV, sans électricité ou sans chauffage?

Initiative de Berthoud

12 dimanches sans voitures

NON

Comité romand contre l'initiative des 12 dimanches sans voitures
Case 213, 1211 Genève 3

Imprimerie Fédérative SA Berne

La voix de la raison

Le 28 mai, nous devons nous prononcer sur l'initiative «12 dimanches par année sans véhicules à moteur ni avions».

Une initiative maladroite

Cette initiative, lancée par les étudiants du Technicum de Berthoud, fait suite aux 3 dimanches sans circulation que nous avons connus en 1973, lors de la crise pétrolière. Mais nous étions alors en novembre, un mois où l'on reste de toute manière volontiers chez soi...

Certes, cette initiative part de bons sentiments. Cependant, très jeunes et idéalistes, ses promoteurs, n'ont peut-être pas suffisamment su mesurer les conséquences de leurs exigences pour l'ensemble de la population.



De graves désavantages

● L'initiative porterait atteinte aux libertés individuelles.

Or, surtout dans une société comme la nôtre, chacun doit pouvoir librement décider de ce qu'il fera de ses loisirs.

● L'initiative est une contrainte.

Or, ce n'est pas par la contrainte que l'on pourra assurer cette «évolution des esprits» et cette «amélioration de la qualité de vie» auxquelles aspirent les étudiants de Berthoud.

● L'initiative est injuste.

C'est aux citadins et aux habitants des grands ensembles, ceux qui en ont le plus besoin, qu'on interdirait toute «évasion», un dimanche par mois. En effet, pour une famille, les transports publics, trains en particulier, sont souvent peu commodes et, surtout, nettement plus coûteux que la voiture.

● L'initiative réduit le choix des loisirs.

En interdisant toute circulation, on limiterait de nombreuses familles dans le choix de leurs loisirs. En effet, nombre de sports, par exemple, ne peuvent être pratiqués en ville. Or, la «qualité de vie», c'est aussi le sport et le plein air.

● L'initiative menacerait gravement les régions de montagne.

Plus de 50% des nuitées enregistrées par l'hôtellerie suisse concernent les régions de montagnes, ces vallées qui n'ont jamais pu nourrir tous leurs habitants et pour lesquelles le tourisme, hivernal surtout, est une nécessité vitale.

● L'initiative isolerait des régions entières,

pour lesquelles la voiture est le seul moyen de liaison. Un dimanche par mois, leurs habitants seraient coupés du monde.



Faire notre bonheur malgré nous?

● L'initiative causerait un tort immense à notre réputation

de pays d'accueil et de tourisme. Car les étrangers ne comprendraient pas que la Suisse puisse ainsi fermer ses frontières, un dimanche par mois.



● L'initiative ne garantit aucune économie de carburant.

En effet, l'automobiliste suisse est plus raisonnable qu'on ne le croit: il ne part en excursion qu'un dimanche sur trois. L'initiative ne fera donc que concentrer la circulation sur les dimanches sans interdiction.

● L'initiative limiterait les contacts entre Confédérés.

Que cela soit sur le plan sportif, folklorique, musical ou intellectuel, les 12 dimanches sans voitures réduiraient d'autant les échanges entre Confédérés.

Des désavantages, cette initiative en entraînerait bien d'autres. Pensons, par exemple, aux handicapés physiques...

● L'initiative est antisociale.

Elle privilégierait les familles aisées, celles qui pourraient passer le week-end à l'hôtel ou dans une résidence secondaire.

Or, tous ces désavantages, toutes ces contraintes injustifiées, c'est au nom de la «qualité de la vie» qu'on prétend nous les imposer.